

Le lancement récent des espaces de *coworking* rural va également dans le sens de cet équilibre entre urbanité et ruralité en assurant un accès aux ressources numériques pour l'ensemble de nos concitoyens.

M. le Président. - La parole est à Mme Galant.

Mme Galant (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour toutes ces précisions. Nous reviendrons vers vous par rapport à la réunion de collaboration qui est prévue début de ce mois.

Il faut être attentif à la connectivité de nos zones rurales qui, pour d'autres domaines, sont vraiment délaissées – je parle de la sécurité, de la justice, des soins de santé. J'espère vraiment que l'on pourra avancer dans ce secteur pour les zones rurales et offrir une couverture égale aux zones urbanisées.

M. le Président. - La parole est à M. Lecerf.

M. Lecerf (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour cette réponse. On est face à toute une série d'expériences qui mérite d'être suivie et qui risque de changer les solutions qui vont être mises en application à certains endroits et peut-être plus particulièrement en milieu rural, comme le dit ma collègue. Je reste un petit peu sur ma faim par rapport à votre réponse quant à la problématique de l'information aux citoyens candidats-constructeurs, rénovateurs, et parfois même au niveau des lotisseurs, où je ne sens pas que l'on a vraiment une information claire, nette et précise à leur donner et peut-être des exigences à leur imposer. J'ai l'impression que dans les communes, on ne s'occupe pas beaucoup de cet aspect des choses. Manifestement, votre collègue, M. Di Antonio, n'y est guère plus attentif. Je pense qu'il y a quelque chose à faire, mais je mesure toute la difficulté de la situation et du sujet.

QUESTION ORALE DE MME WARZÉE-CAVERENNE À M. MARCOURT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'INNOVATION ET DU NUMÉRIQUE, SUR « LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES ESPACES PUBLICS NUMÉRIQUES (EPN) EN WALLONIE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Warzée-Caverenne à M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique, sur « la stratégie de développement des espaces publics numériques (EPN) en Wallonie ».

La parole est à Mme Warzée-Caverenne pour poser sa question.

Mme Warzée-Caverenne (MR). - Monsieur le Ministre, les Espaces publics numériques sont des

structures de proximité mettant à disposition du matériel informatique ainsi que des formations.

D'après les chiffres disponibles sur le site Internet des EPN, il semblerait que les publics les plus présents sont en ordre décroissant : les seniors, les demandeurs d'emploi, les personnes émanant du CPAS, les enfants et les adolescents. À l'heure actuelle, il existe plus de 150 EPN, fixes ou mobiles, répartis dans 113 communes sur les 262 que compte le territoire wallon.

Sachant que l'accès aux ressources informatiques connectées est indispensable de nos jours, quelle est la stratégie de Monsieur le Ministre pour la développer auprès de tous les citoyens wallons ? D'après les statistiques, les EPN seraient ouverts en moyenne 25 heures par semaine, soit 3,5 heures par jour et présents dans 43,1 % des communes. Au vu des besoins énormes en la matière, ce n'est certainement pas suffisant. Quels sont les projets d'ouvertures à venir ? Plus généralement, étant donné les efforts déjà consentis et dans un souci de faisabilité financière, ne serait-il pas opportun de mettre en place des synergies avec toute une série d'institutions possédant déjà du matériel et disposant de l'espace nécessaire pour ce faire ?

Je pense notamment aux établissements scolaires, hautes écoles et universités, ainsi qu'aux administrations communales ou encore, par exemple, aux espaces Wallonie. L'objectif doit être, selon moi, de toucher le public le plus large possible, en zone urbaine et rurale, non seulement pour initier au numérique, mais aussi surtout pour leur donner un libre accès pour la réalisation de leurs tâches quotidiennes.

Vos services ont-ils déjà réalisé un cadastre des installations informatiques susceptibles de mener à des synergies, telles qu'évoquées précédemment ? Ainsi, cet important dossier doit viser au minimum l'ensemble des communes, avec l'objectif final d'éradication de la facture numérique.

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Marcourt.

M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique. - Madame la Députée, la Stratégie numérique de la Wallonie contient des mesures qui visent à développer le réseau des EPN afin de favoriser l'e-inclusion des citoyens.

L'objectif est triple : il s'agit de réorienter les missions des EPN, de créer 100 nouveaux EPN labellisés sur trois années et de lancer des appels à projets.

Le premier axe du projet est de doter le réseau des EPN d'un dispositif pérenne d'animation permettant de garantir la bonne coordination des actions et de maintenir le niveau de compétence des animateurs locaux. À cette fin notamment, une convention

pluriannuelle a été conclue avec Technofutur TIC pour assurer cette animation.

Le deuxième axe du projet est la création de 100 nouveaux EPN labellisés afin d'étendre la couverture du territoire en encourageant les communes absentes du dispositif à ouvrir un EPN. L'appel à création a été lancé en septembre 2016 et récompense les nouveaux EPN labellisés d'une subvention de 8 000 euros à utiliser exclusivement pour l'achat de matériel informatique. Les conditions à respecter sont celles du label avec une attention particulière sur la volonté de toucher principalement les personnes précarisées et celles plus éloignées de l'Internet.

À ce jour, 28 nouvelles structures ont pu bénéficier de cette aide, portant ainsi le nombre total d'EPN labellisés à 166, répartis sur 125 communes.

Le troisième axe du projet consiste à dynamiser le réseau des EPN par des appels à projets. L'objectif est de soutenir l'émergence d'initiatives créant une plus-value sociale par l'utilisation des TIC, en ce qu'elles créent du lien social, renforcent l'inclusion, favorisent la participation citoyenne et encouragent les pratiques collaboratives. Le premier appel à projets lancé en 2016 a mis en valeur 34 projets lauréats qui sont en pleine réalisation. Le deuxième appel à projets sera lancé en mai 2017. Une subvention de maximum 10 000 euros par projet peut être accordée.

Concernant les synergies, nombreux sont les EPN qui réalisent déjà des partenariats avec différentes institutions de leur région. Lors de la lecture des appels à projets, ainsi qu'au moment d'accorder la labellisation à un EPN, l'existence de partenariats constitue un critère important dont tient compte le comité de labellisation. Il est essentiel que les EPN puissent réaliser des projets en collaboration avec, soit d'autres EPN, soit tout autre acteur de la Région faisant sens dans la réalisation dudit projet.

Enfin, je porte à votre connaissance qu'une cartographie des usages numériques en EPN est en cours de réalisation. Celle-ci aura pour but d'identifier notamment les actions et les publics cibles de tous les Espaces du réseau.

La cartographie se veut simple et efficace dans sa lecture et dans sa compréhension. Il s'agit de permettre aux différents acteurs d'identifier rapidement quels EPN pourraient assurément être un partenaire idéal dans la réalisation d'un projet collectif visant des objectifs communs.

M. le Président. - La parole est à Mme Warzée-Caverenne.

Mme Warzée-Caverenne (MR). - Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour votre réponse. J'entends bien qu'un nouvel appel à projets va avoir lieu dans les prochains jours. Je m'interroge notamment sur l'appel à

projets de septembre 2016. Vous dites que 34 dossiers ont été rentrés. Or, il n'y a actuellement que 113 communes qui sont couvertes par un EPN ; je trouve que par rapport aux 262 communes que l'on souhaite couvrir, c'est très peu de communes qui ont finalement rentré un dossier. Ce serait peut-être intéressant de s'interroger sur les raisons de si peu de projets et peut-être de faire une évaluation sur le projet qui va être lancé d'ici dans quelques jours, pour solliciter plus les communes ou leur donner les moyens de rentrer un dossier.

QUESTION ORALE DE MME STOMMEN À M. MARCOURT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'INNOVATION ET DU NUMÉRIQUE, SUR « LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME WALLONNE D'E-COMMERCE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Stommen à M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique, sur « la mise en place d'une plateforme wallonne d'e-commerce ».

La parole est à Mme Stommen pour poser sa question.

Mme Stommen (cdH). - Monsieur le Ministre, vous avez à plusieurs reprises confirmé que le projet d'une plateforme de support e-commerce était en bonne voie. Vous avez indiqué que plusieurs acteurs privés ainsi que Logistics in Wallonia étaient déjà engagés dans la dynamique.

D'après les informations dont nous disposons, cette plateforme pourrait regrouper des acteurs privés de l'e-commerce et centraliser des compétences nécessaires pour lancer une activité e-commerce.

Vous aviez précisé que la date de lancement de la plateforme dépendrait de l'officialisation des accords entre les acteurs privés et que celle-ci devrait avoir lieu fin 2016.

Monsieur le Ministre, qu'en est-il du lancement de cette plateforme ? Où en sommes-nous ? À quelle échéance pouvons-nous envisager la mise en place de celle-ci ?

Pouvez-vous préciser davantage les services qui seront offerts ? La plateforme sera-t-elle gratuite ?

Quels sont les acteurs privés concernés ? Comment et par qui sera gérée la plateforme ?

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Marcourt.

M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique. - Madame